

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1098

Rubrik: Nord-Sud

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Dynamique du grand et du petit

L'Afrique, quel avenir ? C'était le thème de la journée de la coopération organisée conjointement par la Direction au développement et l'aide humanitaire et l'Office fédéral des affaires économiques extérieures.

(rob) C'est aussi le thème de débats télévisés et d'articles de presse: les amoureux de l'Afrique sont nombreux et trop passionnés pour laisser le continent sombrer dans l'oubli alors que l'opinion publique a le regard fixé sur ce qui se passe dans l'est du continent européen.

Mais comment ne pas être lassé par ces images d'enfants affamés, d'hôpitaux-mouroirs, de réfugiés faisant la queue devant un camion de la Croix-Rouge, de terres craquelées par la sécheresse et en voie de désertification ? Comment ne pas se fâcher en voyant ces dirigeants qui, à force de corruption et de fuite des capitaux, remplissent des comptes en banque à l'étranger; en voyant aussi la bourgeoisie, petite ou grande, ne rêver que télévision, voitures et voyages à l'étranger ? Pourquoi l'Afrique de 1990 ne va-t-elle guère mieux que celle de 1960, année de la grande vague des indépendances ?

Evidemment, on ne sort pas facilement d'une économie de traite. Malheureusement pour l'Afrique, ses richesses naturelles sont moins prisées (uranium, cuivre, phosphate,...).

Evidemment, les systèmes centralisés et de parti unique n'ont apporté ni l'efficacité économique ni la redistribution des revenus.

Evidemment, la croissance démographique, qui est encore supérieure à la croissance économique, ne conduit qu'à l'appauvrissement des populations malgré les 25 à 30 milliards d'aide annuelle versés par les pays riches.

Evidemment, quand un pays emprunte pour investir dans des projets de prestige, il finit par s'endetter.

Interdépendances...

Heureusement, depuis une dizaine d'années on se rend compte de la réalité de l'interdépendance et de l'importance des politiques du Nord pour les économies du Sud. Par exemple, en 1991, les pays de l'OCDE ont dépensé 300 milliards de dollars en subventions à l'agriculture. La conséquence est que

d'une part les pays africains — et les autres pays en développement — ne peuvent pas mettre pied sur le marché mondial et que d'autre part leur propre agriculture ne peut pas soutenir cette concurrence. Nos taux d'intérêts élevés pèsent lourd sur le service de la dette qui mange une bonne partie des recettes des exportations

...et complicités

Mais bien plus grave est la complicité qui entoure les achats d'équipement et les projets industriels. Car les «éléphants blancs» ne tombent pas du ciel, ils sont cautionnés propre en ordre par des garanties aux risques à l'exportation et par des pots de vin officiellement déduits des impôts.

Heureusement aussi, un vent de changement souffle sur l'Afrique depuis le début de la décennie, un vent d'émancipation et d'auto-détermination qui peut être qualifié de deuxième indépendance. Mais le secrétaire d'Etat Franz Blankart a, dans son discours d'ouverture, posé la bonne question: «*Les droits de l'homme, la démocratie et l'économie de marché ne sont-ils que des concepts universels qui trouvent aujourd'hui seulement leur place en Afrique ?*»

Est-ce que dans des structures traditionnelles qui ressemblent fort à notre système féodal, les changements de gouvernement par élection vont apporter autre chose que l'avènement au pouvoir d'un autre clan qui ne va que distribuer les richesses et les prébendes à ses membres ?

L'argent de la corruption qui se redistribue de bas en haut ou de haut en bas d'une administration est le parfait ciment de ces structures traditionnelles. Est-il possible de réduire la pression démographique quand les femmes n'ont d'autre alternative pour se faire estimer socialement que de mettre au monde le plus grand nombre d'enfants, et quand les hommes n'ont pour assurer leurs vieux jours que le soutien de leur descendance ?

Comment un fonctionnaire qui, dans son enfance, a été élevé dans le respect des vieux et l'obéissance à un chef peut-il faire preuve d'initiative et de sens des responsabilités, surtout quand les grands patrons n'ont pas appris à informer et à déléguer ?

Là aussi, nous sommes complices de ces traditions et la coopération a eu pendant longtemps tendance à s'introduire par en haut, par les gouvernements, par les responsables locaux, sans consulter les bénéficiaires finaux, d'où l'échec de nombreux projets.

Dans son allocution, M^{me} Aminata Traoré, professeur, coordinatrice du programme des Nations unies pour la promotion du rôle des femmes dans les secteurs de l'eau et de l'environnement, a insisté sur le rôle-clé que jouent les initiatives locales et le dynamisme populaire. Ce sont eux qui ont le plus de chances de réussir, de produire des résultats, d'amener des changements, parce qu'ils viennent de la base. Ce sont donc les petits projets qu'il faut soutenir.

Conflit de générations

Mais tous les Africains ne sont pas d'accord avec elle. Lors du débat qui a suivi, un jeune Sénégalais l'a vivement contredite et a parlé de conflit de générations. Bien qu'elle fût en majorité suisse, l'audience a été choquée. Mais cette intervention était révélatrice d'une divergence d'attitude: «*Les micro-projets reflètent des micro-ambitions. L'Afrique sera moderne ou ne sera pas. En poussant les femmes dans le secteur informel, c'est-à-dire en dehors des filières officielles, on les a marginalisées. Les petits projets ne font que renforcer les féodalités locales et empêchent l'épanouissement des individus. Nous voulons un minimum de confort*». Voilà en gros les paroles de ce jeune intervenant. Tout se passe donc comme si le conflit de générations européen, qui oppose les tenants de la liberté individuelle avec tout l'égoïsme que cela comporte et les tenants de la gestion à long terme d'un développement durable, se retrouvait en Afrique renversé, les jeunes étant les individualistes, les vieux les «socialistes».

Avec beaucoup de sagesse, la conférence n'a pas apporté de réponse à toutes ces questions. Terminons avec les paroles de Bernard Chidzero, ministre des Finances du Zimbabwe, des mots empruntés à Jules César: de l'Afrique il viendra toujours quelque chose de nouveau. ■